

Monsieur le Président,

Nous membres du Conseil d'Administration de l'Université de Franche-Comté, présents ou représentés ce jour, restons choqués par la gestion inappropriée de la situation du 14 février 2017. Nous considérons que l'intervention disproportionnée des forces de police dans la salle du conseil s'est faite au mépris des franchises universitaires.

Si vous êtes chargé du maintien de l'ordre, comme le dit le code de l'éducation (art. L712-2), rien ne justifiait, dans cette situation, le recours aux forces de l'ordre.

Aussi, dans cette déclaration préalable, nous souhaitons poser les conditions *sine qua non* pour apaiser le climat de tension qui règne dans notre établissement :

- retrait des plaintes contre les 19 militant.e.s et renoncement à toute procédure disciplinaire contre les 16 étudiant.e.s de notre établissement ;
- mise en place d'un débat public avec la communauté universitaire sur l'application de la réforme du master.

En cas de refus d'engager le dialogue sur ces deux points, qui sont dans l'intérêt de toute la communauté universitaire, nous nous verrons dans l'obligation de quitter ce CA.

Depuis 13 jours, vous diffusez des informations erronées.

Nous rappelons que durant les deux heures qui se sont écoulées entre l'envahissement du CA et l'intervention de la police, vous n'êtes pas venu discuter avec les étudiant.e.s. Nous rappelons que les membres du CA ont été enferm.e.s non par les étudiants mais par le DGS adjoint.

Vous ne cessez de parler de violence alors que toutes les actions militantes depuis celle du 22 novembre, auxquelles les organisations syndicales ont prêté leur concours, ont été pacifiques.

Si les personnels et les étudiant.e.s n'ont pas le droit d'entrer dans la MDU, pourquoi continuer à l'appeler « Maison de l'Université » ? Nous *sommes* l'Université.

Vous avez instrumentalisé les personnels de la MDU, vous avez entretenu un climat de psychose en leur demandant de rester confinés dans leurs bureaux.

Nous savons, nous, que nos collègues n'ont pas peur de nous. Nous l'avons constaté par leurs regards amusés, y compris par le large sourire qu'arborait M. le DRH le 22/11 lorsque la fac de lettres a fait irruption dans le hall.

Nous savons, nous, que nos collègues de la MDU ont plus été stressés et apeurés par la présence de la police sur leur lieu de travail, police que vous avez appelée 3 fois en 3 mois, que par la nôtre.

Vous avez fait une utilisation politique et partisane du personnel médical et de la « cellule psychologique ». Nous aussi, nous appréhendons de retourner dans la salle 116 car il est intolérable, pour nous, qu'elle ait été le théâtre de violences policières.

Vous ne respectez pas le mandat et la liberté d'expression de tous les membres de votre CA.

Et vous nous parlez de dialogue social.

Alors, si votre souhait de dialogue social est sincère, ouvrons un vrai dialogue. Nous vous invitons une nouvelle fois à sortir par le haut de cette situation de crise. Nous pensons que c'est dans l'intérêt de l'Université de Franche-Comté, dans l'intérêt de toute la communauté universitaire. Nous appelons à renouer les fils du dialogue, à reconstruire le climat de réflexion et de débat qui constituent le cœur, le principe même de l'Université.

Mina AÏT'MBARK (élue SUD Éducation)

Thierry BACHETTI (élu SUD Éducation)

Marie-Pascale BEHRA (élue FERC-Sup CGT)

Pablo BOUCARD (élu AMEB Solidaires Etudiant.e.s)

Benjamin COUBLE (élu UNEF)

Inès HATIRA (élue BAF)

Christian VIÉRON-LEPOUTRE (élu SNASUB-FSU)